



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Pictanovo

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Pictanovo

21 Rue Edgar Quinet BP 152 59333 TOURCOING CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## Pictanovo

21 Rue Edgar Quinet BP 152 59333 TOURCOING CEDEX

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Pictanovo,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Pictanovo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 exposées dans le paragraphe 5.1.1 « changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels et qui constituent un changement de méthode comptable.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 26 mai 2026

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENTS (I)</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	99 243 798	97 678 715	1 565 083	1 071 842
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	6 527 255		6 527 255	7 219 480
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	1 401 430	700 178	701 252	746 565
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 119 521	1 891 511	228 010	307 186
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	19 687		19 687	19 351
<b>Total II</b>	<b>109 311 691</b>	<b>100 270 404</b>	<b>9 041 287</b>	<b>9 364 424</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	108 063	41 505	66 558	81 063
Créances reçues par legs ou donations	13 103 989		13 103 989	13 145 114
Autres créances				
Charges constatées d'avance	68 979		68 979	49 994
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	1 400 000		1 400 000	
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
<b>Disponibilités</b>	526 813		526 813	2 215 282
<b>Total III</b>	<b>15 207 844</b>	<b>41 505</b>	<b>15 166 339</b>	<b>15 491 453</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>124 519 535</b>	<b>100 311 909</b>	<b>24 207 626</b>	<b>24 855 877</b>

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Autres	1 519 334	1 519 334
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau	1 065 834	976 798
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	-6 513	89 036
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>2 578 655</b>	<b>2 585 168</b>
<b>Fonds propres consommables</b>		
<b>Subventions d'investissement</b>	20 091 825	20 593 635
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>Total I</b>	<b>22 670 480</b>	<b>23 178 803</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	358 546	346 535
Provisions pour charges	139 331	201 944
<b>Total III</b>	<b>497 877</b>	<b>548 479</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	318 530	403 396
Emprunts et dettes financières diverses	247 114	7 040
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	81 556	200 158
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	346 639	507 565
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	480	8 186
Produits constatés d'avance	44 950	2 250
<b>Total IV</b>	<b>1 039 269</b>	<b>1 128 595</b>
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>24 207 626</b>	<b>24 855 877</b>

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	24 958	26 042
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 439	8 528
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de service	343 824	346 012
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 094 257	2 227 701
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-</i>		
Reprises de quote-part de subventions d'investissement	7 964 529	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	260 337	295 567
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		15 000
Autres produits	7 418 997	6 938 890
<b>Total I</b>	<b>18 108 341</b>	<b>9 857 740</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	803 023	798 528
Aides financières	7 667 108	7 195 836
Impôts, taxes et versements assimilés	198 378	245 085
Salaires	1 065 557	1 157 241
Cotisations sociales	597 788	547 440
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 767 262	6 655 435
Dotations aux provisions	236 815	96 500
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	239 927	
Autres charges	15 587	6 528
<b>Total II</b>	<b>18 591 445</b>	<b>16 702 593</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>- 483 104</b>	<b>- 6 844 853</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	487 912	136 331
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>487 912</b>	<b>136 331</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	11 321	13 859
Différences négatives de change		

Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total IV</b>	<b>11 321</b>	<b>13 859</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>476 591</b>	<b>122 472</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>- 6 513</b>	<b>- 6 722 381</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		6 827 076
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		15 659
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-</b>	<b>6 811 417</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>18 596 253</b>	<b>16 821 147</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>18 602 766</b>	<b>16 732 111</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>- 6 513</b>	<b>89 036</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>





***Annexe aux comptes annuels de  
l'exercice clos le 31 décembre 2025***

## Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	8
5.1.2	Changements d'estimation	8
5.1.3	Corrections d'erreurs	9
5.2	Dérogations	9
5.3	Principales méthodes comptables	9
6	Informations relatives aux postes du bilan	10
6.1	Actif immobilisé	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
6.1.3	Informations relatives aux filiales et participations	13
	L'association de possèdes pas de filiales et participations.	13
6.2	Actif circulant	13
6.2.1	Créances	13
	Les principales créances de l'association sont des créances envers les financeurs à hauteur de 13 079 099 €. L'antériorité de ces créances est la suivante :	13
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	14
6.4	Fonds propres	14
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	14
6.4.2	L'excédent ou déficit de l'exercice	16
6.4.3	Subventions d'investissement	16
6.5	Fonds reportés et dédiés	16
6.5.1	Fonds dédiés	16
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17

6.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	17
6.7	Dettes	18
6.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés	18
6.8	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	18
<b>7</b>	<b>Informations relatives au Compte de résultat</b>	<b>19</b>
7.1	Produits du compte de résultat	19
7.1.1	Cotisations	19
7.1.2	Ventes de biens et de services	19
7.1.3	Produits de tiers financeurs	19
7.1.4	Autres produits	19
7.2	Charges du compte de résultat	20
7.2.1	Aides financières	20
7.2.2	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20
7.2.3	Dotations aux provisions	20
7.3	Résultat Financier	20
7.4	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	20
<b>8</b>	<b>Informations relatives à la fiscalité</b>	<b>21</b>
8.1	Impôt sur les bénéfices	21
8.1.1	Ventilation de l'origine de l'IS	21
<b>9</b>	<b>Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants</b>	<b>22</b>
9.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22
<b>10</b>	<b>Informations relatives à l'effectif</b>	<b>23</b>
<b>11</b>	<b>Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan</b>	<b>24</b>
11.1	Engagements donnés liés aux financements des œuvres	24

## 1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet d'accompagner prioritairement la création et la production mais aussi la diffusion et l'innovation dans le secteur de l'image et de la création numérique sur le territoire de l'Euro région, à destination des filières suivantes :

- Cinéma et Télévision
- Jeux vidéo,
- Art vidéo,
- Films d'animation,
- Images de synthèse et univers virtuels,
- Nouvelles Ecritures et Nouveaux Médias, L'art de la scène et le spectacle vivant,
- Edition et production musicale.

Cet objet sera poursuivi notamment par des actions d'accompagnement, d'aides à la production, de conseil à destination de l'ensemble des acteurs, dont le secteur associatif non marchand.

L'association pourra mettre des matériels à disposition de ses membres "Adhérents du parc de matériel" ci- après visés, pour les besoins de leurs activités.

L'association vise à :

- Construire une vision partagée, créer et développer une stratégie commune des acteurs publics et privés, du monde de l'image. L'association représente une force collective de propositions d'actions, d'animation et de coordination ;
- Renforcer l'attractivité du territoire régional et eurorégional, notamment à destination des artistes, des créateurs d'entreprises et, plus généralement, des investisseurs du secteur et s'inscrire dans une politique de développement à l'international par la création de partenariats avec l'étranger ;
- Accompagner la création de sites phares tels que la Plaine Images (Tourcoing/Roubaix), la Serre Numérique (Valenciennes) et Arenberg Créative Mine (Wallers Arenberg) ;
- Faciliter l'émergence de nouveaux modèles de création, production et diffusion ;
- Développer des projets de recherche et de formation initiale ou continue avec les acteurs de la formation publique et privée ;
- Et plus généralement, assurer toutes les missions se rattachant directement ou indirectement à son objet, susceptibles d'en favoriser le développement.

L'association assure la gestion de son patrimoine, notamment immobilier, qui peut être détenu de manière directe ou indirecte, et peut participer directement ou indirectement à toute société ou groupement exerçant des activités similaires ou connexes.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

### Activité de l'association

Pictanovo, Images en Hauts de France est un outil régional en charge de la mise en œuvre de la politique cinématographique et audiovisuelle des Hauts-de-France, Pictanovo accompagne la création et la production d'environ 250 œuvres par an. Au-delà du fonds d'aide à la production de 8,6 millions d'euros qui couvre tout le spectre de l'image, Pictanovo adapte son offre aux évolutions du secteur, de l'accompagnement des projets en écriture et développement au suivi des entreprises en passant par l'innovation et la recherche. Fédérer et consolider l'écosystème, permettre les passerelles entre les acteurs de la filière, accompagner la montée en compétences de tous les acteurs, tels sont les objectifs de Pictanovo.

#### **Pictanovo accompagne la montée en compétences et la professionnalisation :**

- ✓ L'accompagnement des auteurs
- ✓ La formation professionnelle continue
- ✓ La mise en réseau des auteurs émergents avec les professionnels
- ✓ Favoriser la montée en compétences

#### **Pictanovo accélérateur de l'émergence des talents et de la création :**

- ✓ Le parc matériel
- ✓ Le fonds émergence
- ✓ L'aide au programme éditorial

#### **Pictanovo contribue à l'excellence de la production :**

- ✓ La fiction
- ✓ Le documentaire
- ✓ L'animation

#### **Pictanovo partenaire de l'innovation en région :**

- ✓ Le fonds jeu vidéo
- ✓ Le fonds nouveaux médias

#### **Pictanovo collabore à l'attractivité de la Région :**

- ✓ Le Bureau d'Accueil des Tournages
- ✓ Les décors en région
- ✓ La valorisation des compétences du territoire
- ✓ Le rayonnement de la région

#### **Pictanovo partenaire du développement des entreprises :**

- ✓ Le conseil aux entreprises ou aux porteurs de projets
- ✓ Les parcs d'innovation
- ✓ La présence dans les marchés et salons

#### **Pictanovo ambassadeur de la région Hauts-de-France à l'International :**

- ✓ La coopération européenne
- ✓ Les partenariats avec des événements internationaux

#### **Pictanovo fédère la filière en région :**

- ✓ Une fédération active de professionnels
- ✓ Le pilotage régional

#### **Pictanovo, ambassadeur de la filière image :**

- ✓ La communication
- ✓ La promotion et la diffusion des œuvres



### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

#### Lieu d'exploitation de l'activité de l'association

21 rue Edgar Quinet - 59200 Tourcoing

#### Ressources Humaines

Une vingtaine de salariés œuvrent à la réalisation de l'objet social



## **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par le fait d'importance significative suivants :

- Diminution des subventions d'exploitation de 133 K€ entre 2024 et 2025, soit - 6 %.

### **4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 et au règlement ANC 2019-04 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 applicables au 1er janvier 2025.

#### 5.1.1 *Changement de méthode comptable*

##### **Première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03**

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 du 4 novembre 2022 relatifs à la modernisation des états financiers.

L'application de ces règlements constituent un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 génèrent les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

- Les reprises de subventions d'investissements sont maintenant comptabilisées en résultat d'exploitation, soit un impact de 7 964 529 € en 2025. Lors de l'exercice 2024, les reprises de subventions d'investissements étaient inscrites dans le résultat exceptionnel à hauteur de 6 827 076 €.

#### 5.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.





### 5.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### 5.2 *Dérogations*

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### 5.3 *Principales méthodes comptables*

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par les règlements ANC 2018-06, ANC 2022-06 et ANC 2023-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-06 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe :

- les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

## 6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 *État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	98 358 978	7 412 075		105 771 053
Immobilisations corporelles	3 490 063	31 747	859	3 520 951
Immobilisations financières	19 351	336		19 687
<b>Total</b>	<b>101 868 392</b>	<b>7 444 158</b>	<b>859</b>	<b>109 311 691</b>

### 6.1.2 *Amortissements de l'actif immobilisé*

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	90 067 656	7 611 059		97 678 715
Immobilisations corporelles	2 436 311	156 203	825	2 591 689
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>92 503 967</b>			<b>100 270 404</b>

#### 6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

L'amortissement est calculé en appliquant aux prix de revient des œuvres les coefficients de dépréciation figurant dans le tableau ci-dessous.

Période	Taux mensuels
1er premier mois	30%
2ème mois	25%
3ème mois	20%
4ème mois	15%
chacun des 2 mois suivants	2%
chacun des 6 derniers mois	1%

La date retenue pour le départ de l'amortissement correspond à la date de la dernière facture envoyée par le client.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

. Gros œuvre	40 ans,
. Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans,
. Installations techniques	5 à 10 ans,
. Matériel et outillage audiovisuel	5 ans,
. Matériel de transport	4 ans,
. Matériel informatique	3 ans,



### 6.1.3 Informations relatives aux filiales et participations

L'association ne possède pas de filiales et participations.

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Créances

Les principales créances de l'association sont des créances envers les financeurs à hauteur de 13 079 099 €. L'antériorité de ces créances est la suivante :

2025 : 5 527 766 €  
2024 : 4 258 750 €  
2023 : 2 042 507 €  
2022 : 1 250 076 €

#### 6.2.1.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont de 68 979 €, il s'agit de charges d'exploitation courantes.

### 6.3 *Tableau des dépréciations de l'Actif*

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
<b>Rubriques</b>	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	14 424	41 505	14 424	41 505
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	14 424	41 505	14 424	41 505

### 6.4 *Fonds propres*

#### 6.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION (Baisse ou abandons de projets)	CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise						
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves	1 519 334					1 519 334
Report à nouveau	976 798	89 036				1 065 834
Excédent ou déficit de l'exercice	89 036	-89 036				- 6 513
<b>Situation nette</b>	2 585 168					2 578 655
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	20 593 635		8 571 420	-1 108 701	-7 971 022	20 091 825
Provisions réglementées						
<b>TOTAL</b>	23 178 803		8 571 420	-1 108 701	-7 971 022	22 670 480

#### 6.4.2 *L'excédent ou déficit de l'exercice*

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

#### 6.4.3 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

L'amortissement des subventions est calculé sur la même durée que les œuvres financées par ces subventions.

La subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi.  
Seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

### 6.5 *Fonds reportés et dédiés*

#### 6.5.1 *Fonds dédiés*

##### 6.5.1.1 *Retours Part Nette Producteur affectés*

Les retours part nette producteur (RNPP) sont à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 réinjectés dans le fonds d'aide de production des œuvres, aussi bien dans l'animation du fonds et l'investissement du fonds.

Ressources	Situations	Montant total des RNPP Facturés en 2025	RNPP utilisés dans l'animation du fonds d'aide en 2025	RNPP utilisés dans l'investissement du fonds d'aide en 2025 (en fonds dédiés au 31/12/2025)	RNPP restant à utiliser dans le fonds d'aide au 31/12/2025 (en fonds dédiés au 31/12/2025)
RNPP		474 222	234 295	170 000	69 927
<b>Total</b>		474 222	234 295	170 000	69 927



## 6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions pour engagement de retraite	201 944		62 613	139 331
Provisions pour risques	346 535	195 311	183 300	358 546
Provisions pour charges				
<b>Total</b>	<b>548 479</b>	<b>195 311</b>	<b>245 913</b>	<b>497 877</b>

### 6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

L'engagement départ en retraite est en partie provisionné au bilan.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,1 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2%
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover, des Statistiques propres

Pour la prise en compte du risque de mortalité, le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

- Le % de cotisations/contribution sociales et fiscales retenu à payer sur ces indemnités est 63%

L'engagement total est de 209 331 € dont 70 000 € a été versé sur un contrat IFC et 139 331 € provisionné en passif du bilan.

## 6.7 Dettes

### 6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Pictanovo a contracté un emprunt le 11/12/2013, afin d'acquérir le bâtiment situé au 21 rue Edgar Quinet à Tourcoing. Au 31/12/2025, il reste 318 530 € à rembourser.

## 6.8 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances <b>(a)</b>	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes <b>(b)</b>	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts <b>(1)</b> Autres				Emprunts <b>(2)</b> et dettes auprès des établissements de crédit	318 530	88 085	229 901	
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés	108 063	108 063		Emprunts et dettes financières divers	7 187	7 187		
Autres	13 103 989	13 103 989		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	81 556	81 556		
				Dettes fiscales et sociales	346 639	346 639		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Charges constatées d'avance	68 979	68 979		Autres dettes	480	480		
				Produits constatés d'avance	44 950	44 950		
<b>TOTAL</b>	13 281 031	13 281 031		<b>TOTAL</b>	799 342	799 342		
<b>(1)</b> Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				<b>(2)</b> Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice	84 866			

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

### 7.1 Produits du compte de résultat

#### 7.1.1 Cotisations

Les cotisations s'élèvent à 24 958 € sur l'exercice 2025

#### 7.1.2 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services concernent principalement les activités du parc de matériel de des formations réalisées.

#### 7.1.3 Produits de tiers financeurs

##### 7.1.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

###### 7.1.3.1.1 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Conseil Régional Haut-de-France	MEL	DRAC	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation	1 931 757	120 000	42 500		
Subvention d'investissement	7 964 529				

#### 7.1.4 Autres produits

La production immobilisée d'œuvres s'élève à 7 412 075 € en 2025.

## **7.2 Charges du compte de résultat**

### **7.2.1 Aides financières**

Les aides financières sont les appels de fonds reçus des producteurs conformément aux conventions signées.

Ces aides s'élèvent à 7 667 108 € en 2025.

### **7.2.2 Dotations aux amortissements et aux dépréciations**

Les dotations aux dépréciations comprennent celles relatives aux amortissements des œuvres aidées à hauteur de 7 611 059 €

### **7.2.3 Dotations aux provisions**

Les dotations aux provisions comprennent celles relatives aux risques et charges d'exploitation.

## **7.3 Résultat Financier**

Les produits financiers comprennent les RNPP à hauteur de 474 222 € en 2025.

## **7.4 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat**

### **7.4.1.1**

### **7.4.1.2 Honoraires des commissaires aux comptes**

Missions	KPMG
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	23 135 €
— Au titre d'autres prestations	—
— <b>Honoraires totaux</b>	23 135 €

## 8 Informations relatives à la fiscalité

### 8.1 *Impôt sur les bénéfices*

#### 8.1.1 *Ventilation de l'origine de l'IS*

	Résultat courant
Résultat avant impôts	- 6 513
Impôts : - au taux de ..... %	0
- sur PVL	0
Résultat après impôts	- 6 513

**9        Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

**9.1      *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)***

Selon l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » ne peut être révélé car il permettrait d'identifier une rémunération individuelle.

## 10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	7
Agents de maîtrise et Techniciens	3
Employés	10
Ouvriers	
Total	20

## **11        Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

### **11.1      Engagements donnés liés aux financements des œuvres**

Il s'agit des engagements relatifs aux aides accordées par les comités de lecture et restant à verser.

Année 2025 : 6 803 545 €

Année 2024 : 3 255 750 €

Année 2023 : 1 478 150 €

Année 2022 : 825 900 €